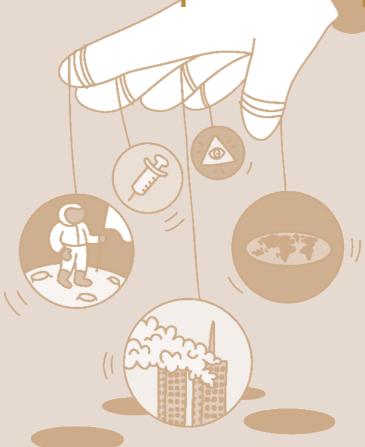
des enjeux de paix



POUR PARLER DEPAIX Revue d'analyse des conflits internationaux et

Théories du complot:

Garder son esprit critique





BRÈVES

SOMMAIRE

EDITO	page 3
L'ACTUALITÉ: REGARDS ET POSITIONS	
Du complotisme au « complosophisme »	page 4
DOSSIER	
THÉORIES DU COMPLOT : GARDER SON	I ESPRIT CRITIQUE
Première réflexion	
Complotisme : comment démêler le vrai	du faux? page 6
Deuxième réflexion	
Ouvrir le dialogue et restaurer la confiance dans notre démocratie	ce page 9
	page 7
Troisième réflexion L'information en temps de guerre	
et la politique du bouc émissaire	page 12
PORTRAIT / POINT DE VUE	
Rencontre avec Kenzo Nera	page 14

page 15

ÉDITO

En cette nouvelle édition de notre revue, nous plongeons au cœur d'un thème crucial : le complotisme. À travers trois analyses éclairantes, nous explorerons les méandres de cette problématique de plus en plus présente dans nos sociétés.

D'abord, une rétrospective historique mettra en lumière l'évolution du complotisme et ses ramifications contemporaines. Ensuite, une approche sociologique dévoilera le portrait type du complotiste, en soulignant la défiance croissante envers les institutions publiques établies. Enfin, le troisième article traitera de la manière dont l'information est manipulée en temps de conflit armé, mettant en relief la place du bouc émissaire dans les jeux politiques.

Afin de faciliter la compréhension de ces concepts parfois complexes, nous avons eu le privilège de consulter un expert renommé, Kenzo Nera, pour l'élaboration d'un glossaire. **Ce glossaire a été conçu pour démystifier les termes souvent mal utilisés par les médias et le grand public,** offrant une clarté essentielle à notre exploration du complotisme.

Louise Lesoil

GLOSSAIRE

Théorie du complot : « Affirmation selon laquelle le public serait *dupé* à large échelle à propos de certains aspects de la réalité, afin de permettre à certains groupes de mettre en acte un plan délétère au reste de la société » (Nera & Schöpfer, 2023)

Complot : Le plan délétère au reste de la société qui serait mis en place par certains groupes.

Complotisme : «Tendance générale à croire aux théories du complot » (Swami et al., 2011; Goertzel, 1994; Douglas et al., 2019).

Conspiration : Synonyme de complot.

Conspirateurs : Personnes ou groupes pointés par les complotistes comme étant à l'origine du plan délétère au reste de la société, donc à l'origine de la conspiration (ou complot).

Du complotisme au « complosophisme »





Ce 5 février 2024, l'IWEPS¹ a publié un rapport intitulé « le baromètre social de la Wallonie 2023 ».² On y apprend que la confiance des Wallon·nes envers les institutions politiques a fortement baissé entre 2018 et 2023. De même, on observe une baisse de satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie belge ou wallonne de l'ordre de 30 à 40 %. Les Wallon·nes ne remettent pas en question le système; c'est le fonctionnement du système qui ne les satisfait plus. Les citoyen·nes attendent, entre autres, une plus grande transparence de la part des autorités publiques.

En Belgique, selon l'article 32 de la Constitution, la transparence administrative est constitutionnelle. Les citoyen·nes ont donc théoriquement accès à l'ensemble des documents détenus par une autorité administrative. Si un individu demande un document qui lui est refusé par une administration, il peut saisir la CADA³. Cet organe consultatif est progressivement devenu décisionnel, c'est-à-dire contraignant. Sauf au niveau **fédéral!** Malgré les demandes pressantes de Cumuleo, Transparencia, l'Association des Journalistes Professionnels, la Ligue des Droits Humains, l'Institut Fédéral des Droits Humains, etc. la situation n'évolue pas. Même le GRÉCO, au sein du Conseil de l'Europe⁴, a tiré la sonnette d'alarme.

C'est vraisemblablement dans la succession de crises, telles que celle du coronavirus, la guerre en Ukraine, les coûts de l'énergie, l'inflation, etc. que la confiance des Wallon·nes commence à s'effriter. Or, malgré les décisions politiques - et quelques fois à cause de celles-ci - ces crises ont eu un impact important sur la vie quotidienne des individus⁵. Le 15 avril 2020, lors de la

La confiance des Wallon·nes vis-à-vis de leurs institutions se délite. Devenons-nous tous·tes complotistes? Et si ce mot était galvaudé?

conférence de presse du Comité de concertation (Codeco), Alexandre Penasse (rédacteur en chef de Kairos) a posé une question embarrassante quant à la gestion de la crise. Il a souligné les multiples **conflits d'intérêts** des expert·es nommé∙es par le gouvernement, leurs liens avec l'industrie pharmaceutique ou des institutions financières, ainsi que **le** manque de transparence parlemen**taire.** Les questions sont restées sans réponse, en arguant qu'il n'incombe pas aux journalistes de poser ce genre de questions. Pourtant, augmenter la transparence dans la société en général et dans la politique en particulier **réduit** la croyance aux théories du complot.

Le journalisme indépendant contribue à protéger nos démocraties en révélant les injustices, en demandant aux dirigeant·es de rendre des comptes et en permettant aux citoyen·nes de prendre des décisions en connaissance de cause. « On est censés être des chiens de garde de la démocratie, mais c'est comme si le Covid nous avait limé les canines. » 6

Rallumons nos cerveaux

Le «complosophisme» est un néologisme que nous devons à Alexis Haupt. Il s'agit de coller l'étiquette de «complotiste» sur quiconque remet en question le discours officiel **pour ne pas avoir à débattre de ses arguments.** Des citoyen·nes, des journalistes indépendant·es, ont été accusé·es de complotisme. Si nous voulons restaurer la confiance dans nos autorités, il est temps de se pencher sur l'état de notre démocratie et d'examiner de nouvelles pistes de gouvernance.

« Bien que le monde soit presque entièrement composé de complotistes voyant des complots partout et d'aveugles qui n'en voient aucun nulle part, il existe une troisième et plus rare catégorie de personnes : celles qui s'interrogent, qui recherchent la vérité et qui sont capables de douter de tout ».⁷

La promotion et l'éducation à l'esprit critique permettent de donner aux individus les moyens de s'éclairer par eux-mêmes en exerçant leur liberté d'expression. La transmission d'outils visant la formation au débat contradictoire se révèle bien plus importante que la chasse aux théories du complot.

En cette période électorale, devenons ces personnes: activons notre sens critique et aiguisons notre capacité de discernement! Nous, citoyen·nes, sommes en droit de nous poser des questions. Sans pour autant verser dans le complotisme, nous devons interroger l'état de notre **démocratie.** Il est important de nous focaliser sur l'engagement et les actes réellement posés par les politicien·nes et de choisir en conscience nos repré**sentant-es.** De nouveaux petits partis fleurissent, dont certains prônent une gouvernance participative citoyenne et peuvent permettre que la confiance en nos institutions refleurisse.

«Il y a deux erreurs par rapport à la théorie du complot. La première c'est d'en voir partout et la deuxième c'est de n'en voir nulle part. »⁸

Pascale Wautié

- 1. Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique
- 2. https://www.iweps.be/publication/le-barometre-social-de-la-wallonie-2023/
- 3. Commission d'Accès Aux Documents Administratifs
- 4. Groupe d'États contre la Corruption créé en 1999 par le Conseil de l'Europe pour veiller au respect des normes anticorruption de l'organisation par les Etats membres
- 5. Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique
- 6. Ricardo Gutierrez, Secrétaire Général de la Fédération Européenne des Journalistes.
- 7. Alexis Haupt : Complosophisme Eloge de la pensée critique
- 8. Franck Lepage, militant de l'éducation populaire, créateur du concept des conférences gesticulées

DOSSIER



Théories du complot :

garder son esprit critique

Qu'est-ce que le complotisme ? Quelles peuvent-être ses conséquences ? Ces questions nous guiderons à travers ce dossier, qui tentera également de mettre en lumière en quoi le dialogue et la promotion du vivre ensemble peuvent contrer ce phénomène.

Complotisme: comment démêler le vrai du faux?

Décembre 1349. Bruxelles, duché de Brabant. Depuis plus de deux années, un mal particulièrement terrible s'abat sur l'Europe tout entière : la peste noire. En seulement quelques années, cette épidémie meurtrière provoque la mort de plusieurs dizaines de millions de personnes. Ainsi, très vite, la recherche des responsables déchaîne les passions de la société féodale. La rumeur, se propageant plus vite que l'épidémie elle-même, désigne bientôt le bouc émissaire responsable de tous les malheurs du temps aux yeux d'une majorité : la communauté juive1. Ainsi, à Bruxelles, en cette fin d'année 1349, comme partout ailleurs en Europe, des personnes juives sont massacrées par centaines. Par la suite, plus de 550 années s'écoulent avant que la véritable responsable ne soit finalement identifiée: la puce du rat. Qu'importe, toutefois, puisque le mal est déjà fait depuis longtemps². Bien plus tard, aux XXº et XXIº siècles, la propagation effrénée des rumeurs prend une nouvelle forme : la théorie du complot. À l'ère de l'information de masse et des réseaux sociaux, ces théories se propagent régulièrement bien avant qu'une quelconque analyse critique ne soit réalisable. Ainsi, ces théories néfastes ont régulièrement tendance à brouiller notre pensée et nos jugements personnels. Dès lors, si le phénomène du complotisme s'installe dans nos vies à la manière d'un parasite invisible dans l'air, comment démêler le vrai du faux?

Au-delà d'un profil type : les défis de la caractérisation du complotisme

Depuis la fin des années 1980, les études sur le complotisme se multiplient, abordant le phénomène à travers le prisme de diverses disciplines. Toutefois, les chercheurs et chercheuses peinent régulièrement à identifier le phénomène dans sa globalité mais, surtout, à caractériser les personnes qui véhiculent ces idées. En effet, l'image selon laquelle les complotistes seraient des individus marginaux ainsi que socialement isolés demeure désormais dépassée, rendant l'établissement d'un « profil-type » d'autant plus difficile3. En réalité, n'importe quel individu, quel que soit son statut social ou sa profession, peut se laisser convaincre par les sophismes chargés de convictions qui sont à la base de nombreuses théories du complot. D'autant plus que, ces dernières années, le phénomène prend une ampleur sans précédent. Ainsi, les élections

américaines de 2016 et 2020, puis la pandémie de Covid-19, sont autant de terreaux fertiles à une défiance de plus en plus partagée au sein des populations vis-à-vis des autorités. Par exemple, selon un sondage mené en 2021 par l'hebdomadaire Le Vif/Knack, au moins un tiers des Belges adhère à une théorie du complot⁴. Cependant, il ne faudrait pas tomber directement dans un défaitisme exacerbé. En effet, le principe du doute reste fondamental dans l'objectif de cultiver un esprit critique, qui demeure indispensable à la compréhension de la complexité de notre monde. Pourtant, l'une des caractéristiques du complotisme reste la réappropriation du doute, qui devient systématisé. Ainsi, l'un des principaux problèmes du phénomène réside dans la « persévérance dans la croyance », qui brouille la pensée, en conduisant à considérer toute preuve contraire comme une confirmation supplémentaire du supposé mensonge généralisé⁵. L'inverse d'une réflexion critique, en somme.

Face à ce constat, de nombreuses inquiétudes apparaissent : quels sont les impacts réels de la circulation de ces théories sur nos sociétés? La réponse à cette question demeure encore particulièrement complexe. Toutefois, la diffusion de la désinformation, la polarisation des opinions ou encore les risques sur la santé publique ainsi que

L'une des caractéristiques du complotisme reste la réappropriation du doute, qui devient systématisé

sur le bien-être mental des individus deviennent aujourd'hui des sources de préoccupations majeures. Quoi qu'il en soit, une chose demeure certaine: les efforts visant à déconstruire les théories du complot restent bien supérieurs à ceux nécessaires pour

- 1. AUDUREAU William, «Comment les théories du complot forment et déforment l'imaginaire depuis des siècles », sur lemonde.fr, *Le Monde*, 4 décembre 2021.

 2. BERCHE Patrick et PEREZ Stanis, *Pandémies : Des origines à la Covid-19*, Paris, Perrin, 2021, 528 p., chap. 2 (« Deux fléaux du Moyen Âge : la Peste noire et la lèpre »), p. 73-
- 3. MILLEUR Yannick, «L'illusion complotiste», Topique, Association Internationale Interactions de la Psychanalyse, vol. 1, n° 160, 2024, p. 41-56.
- 4. Le Vif, «Théories du complot Un Belge sur trois y croit », sur levif.be, Le Vif/L'Express, 20 janvier 2021
- 5. Edgar Szoc (préf. Jean-Jacques Jespers), Inspirez, conspirez: le complotisme au XXIe siècle, Bruxelles/Lormont, La Muette/Le Bord de l'eau, 2016, 94 p., p. 31.



les fabriquer. Ce principe, popularisé depuis le début des années 2010 sous l'appellation de «loi de Brandolini», énonce ainsi qu'il demeure souvent bien plus facile de propager des fausses informations que de les réfuter de manière convaincante⁶. En outre, ce constat souligne l'importance d'adopter une pensée plus critique ainsi que de mieux vérifier les faits pour contrer la désinformation.

Comprendre pour mieux lutter : une approche nuancée de la lutte contre le complotisme

De nos jours, la lutte contre le complotisme, qui est désormais considéré comme faisant partie intégrante du tissu social, nécessite une approche plus nuancée et ciblée. De fait, déconstruire les théories du complot ne consiste pas seulement à fournir des faits et des preuves contraires, au risque d'être contre-productif. Cette lutte implique également de comprendre les motivations sous-

cette tutte implique également de comprendre les motivations sous-jacentes qui conduisent les individus à adhérer à de telles théories. Ainsi, ces motivations peuvent être liées à des sentiments d'anxiété, de méfiance envers les institutions ou encore de désir de trouver des explications simples à des événements complexes.

En conséquence, une approche plus efficace visant à lutter contre le complotisme consiste à renforcer la littératie médiatique, à savoir l'éducation aux médias, ainsi que l'esprit critique dès le plus jeune âge. En effet, en enseignant aux individus à examiner de manière critique les informations qu'ils rencontrent, il demeure possible de réduire leur vulnérabilité aux discours complotistes. D'un autre côté, il est également essentiel que les médias, ainsi que les plateformes en ligne, assument leurs responsabilités dans la lutte contre la désinformation. En mettant en place des politiques de modération plus efficaces ainsi qu'en favorisant la diffusion de contenus vérifiés, ces derniers peuvent contribuer à limiter la propagation des théories du complot, en favorisant un discours plus factuel et éclairé.

Construire la résilience : l'importance de la pensée critique et de la transparence

Ces dernières années, plusieurs gouvernements ont mis en œuvre des mesures pour tenter d'enrayer la désinformation massive en ligne, notamment à travers l'adoption de lois nationales. Ainsi, en Allemagne, la «loi NetzDG», instaurée en 2017, vise à contraindre les plateformes à supprimer rapidement les contenus jugés illégaux. En France, la «loi contre la manipulation de l'information» de 2018 vise à limiter la circulation des fausses informations. Enfin, en Belgique, les efforts se concentrent sur l'éducation du public ainsi que la surveillance des réseaux sociaux, notamment en période électorale⁷. Toutefois, ces mesures suscitent de nombreuses inquiétudes

Une approche plus efficace visant à lutter contre le complotisme consiste à renforcer la littératie médiatique, à savoir l'éducation aux médias, ainsi que l'esprit critique dès le plus jeune âge.

^{6.} LEMARCHAND Grégoire, « Le rôle des cellules de fact-checking dans la lutte contre la désinformation », Légipresse, Dalloz, vol. HS, n° 67, 2022, p. 87-91..

BALBONI Julien, « Un plan anti-désinformation face aux manipulations des élections », sur lecho.be, L'Écho, 27 mars 2024.



en matière de liberté d'expression et de contrôle gouvernemental de l'information. Quoi qu'il en soit, il demeure essentiel de ne pas sous-estimer le rôle crucial de l'action individuelle contre les discours complotistes. Ainsi, en adoptant une approche proactive ainsi qu'en promouvant la pensée critique et la vérification des faits, nous pouvons espérer réduire ses influences et renforcer la résilience de nos sociétés face à la manipulation. De plus, les pouvoirs publics ainsi que les organisations de la société civile peuvent également organiser des campagnes de sensibilisation ou des débats publics visant à promouvoir une culture plus transparente et ouverte, destinée à renouer avec une confiance mutuelle. Finalement, la compréhension des mécanismes de manipulation de l'information au sein des médias demeure indispensable afin de ne pas tomber dans les pièges du complotisme.

Au bout du compte, l'individu reste

le maître, à son échelle, pour décider d'adopter un esprit critique visant à éviter les visions manichéennes ou simplistes. Néanmoins, il reste crucial d'instaurer davantage d'espaces de dialogue au sein de nos sociétés afin de favoriser une écoute des différentes perspectives. En outre, une citation attribuée, à tort ou à raison, à l'écrivain américain Mark Twain énonce qu'« un mensonge peut faire le tour de la terre le temps que la vérité mette ses chaussures ». Dans notre monde où les fausses informations circulent à une vitesse jamais perçue auparavant, rien ne demeure peut-être plus vrai. Ainsi, face à la diffusion presque immédiate des informations, la nécessité de ralentir notre rythme paraît importante8. En effet, au lieu de poursuivre notre course toujours plus effrénée vers les dernières nouvelles, ne devrions-nous pas plutôt accepter momentanément notre ignorance afin de prendre davantage de recul? Dans ce cas comme dans toutes choses, un brin d'humilité ne fait régulièrement pas de mal, bien au

contraire. Quoi qu'il en soit, les évènements qui façonnent notre monde demeurent toujours plus complexes qu'il n'y paraît. Encore faut-il avoir la volonté de les comprendre.

Matteo Perron

Il reste crucial d'instaurer davantage d'espaces de dialogue au sein de nos sociétés afin de favoriser une écoute des différentes perspectives.

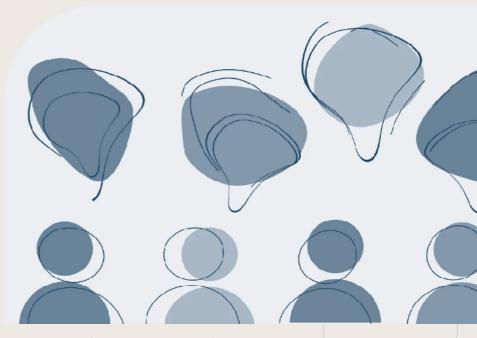
Ouvrir le dialogue et restaurer la confiance dans notre

La perte de confiance généralisée dans nos institutions met à mal notre démocratie et favorise les théories du complot. Notre société se doit d'investir dans l'éducation, la participation citoyenne et la justice sociale.

Selon certain·es psychologues, il existerait une « mentalité complotiste », c'est-à-dire une tendance chez des individus à voir planer l'ombre du complot sur à peu près tout ce qui se passe dans le monde. Pourtant, les critères psychologiques - la crédulité, l'ignorance ou le fanatisme par exemples - ne peuvent, à eux seuls, expliquer l'adhésion de nombreux-ses citoyen-nes à des théories complotistes. Plusieurs études montrent ainsi qu'il n'existe pas de profil-type « du complotiste ». On retrouve des adeptes dans toutes les couches de la société, quel que soit leur genre, leur âge, leur niveau d'étude ou leur catégorie socioprofessionnelle. Le seul point nettement confirmé par toutes les études est la forte corrélation entre les idées conspirationnistes et un positionnement politique extrême, qu'il s'agisse de l'extrême droite ou de l'extrême gauche1.

démocratie

Pour en comprendre les enjeux, il nous faut donc envisager des causes plus profondes. La sociologie est pour cela éclairante. Selon le sociologue espagnol Alejandro Romero, les théories du complot attirent, car elles permettent de donner du sens à un monde complexe et chaotique et donnent à ceux et celles qui y croient une mission dans ce monde: celle d'affronter un ennemi d'autant plus puissant qu'il est invisible. Les adeptes se disent « des champions de la vérité». L'essor des théories du complot est favorisé non seulement par les réseaux sociaux et la libéralisation



du marché de l'information mais aussi par la tendance à l'atomisation de la société. Elle traduit une profonde crise de confiance à l'égard des institutions. L'idée de complot « permet au complotiste de s'orienter dans le monde social lorsqu'il n'a plus rien pour se guider »².

Le sociologue français Jean-Bruno Renard confirme cette analyse: «La cause culturelle dominante est la perte de confiance généralisée que l'on observe dans nos sociétés. Cette méfiance constitue la clef fondamentale pour

Les théories du complot attirent, car elles permettent de donner du sens à un monde complexe et chaotique et donnent à ceux et celles qui y crojent une mission dans ce monde

^{1.} Lire par exemple cette étude internationale : Conspiracy Mentality and Political Orientation across 26 countries. Nature Human Behaviour. 17 janvier 2022.

^{2. «} Théorie du complot, secret et transparence », Alejandro Romero Reche, revue Rue Descartes 2020/2 (N° 98), pages 81 à 102, Éditions Collège international de Philosophie

comprendre le conspirationnisme. Nombre de sociologues ont montré que la confiance était le fondement de la vie sociale, qui serait impossible sans elle »³.

Perte de confiance généralisée

« La confiance et la méfiance jouent un rôle de mécanisme de réduction de la complexité sociale »

Face à l'inquiétude et à la crainte liées à l'impossibilité de maîtriser tous les événements et de tout vérifier, la confiance nous fait supporter les risques et les incertitudes, jouant le rôle d'un « mécanisme de réduction de la complexité sociale ». Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la méfiance n'est pas l'inverse de la confiance : des individus ne peuvent psychologiquement être dans une situation permanente d'inquiétude et d'angoisse. Les individus méfiants doivent alors eux aussi recourir à des stratégies de réduction de la complexité. La méfiance opère elle aussi une simplification, une simplification souvent drastique. Celui ou celle qui se méfie a besoin d'un plus grand nombre d'informations, et cette personne diminue en même temps la quantité d'informations sur lesquelles elle peut s'appuyer en confiance. Cette dernière devient alors plus fortement dépendante d'un plus petit nombre d'informations. L'attitude conspirationniste, poursuit Jean-Bruno Renard, consiste précisément à contester les « vérités officielles », à augmenter le nombre d'informations, puis à proposer une explication simple et mono-causale d'événements complexes. Ce procédé est très efficace. Comme l'explique la Loi de Brandolini : « il est bien plus facile de propager des fausses informations que de les réfuter de manière convaincante »4.

Contester le savoir dominant

« La perte de confiance touche de plein fouet les autorités porteuses des discours qui prétendent à la vérité. »

Depuis une trentaine d'années, les chercheur euses en sciences humaines mettent en évidence la crise de confiance au sein de notre société. Des instituts de sondage ont même mis en place des «baromètres de la confiance », notamment dans les médias et la politique. Or, l'absence de confiance induit le doute à propos de toute affirmation sur le monde et les autres. La perte de confiance touche dès lors de plein fouet les autorités traditionnellement porteuses des discours qui prétendent à la vérité. On pense notamment aux expert·es, dont les avis contradictoires ou controversés laissent à croire qu'ils et elles défendent des intérêts particuliers. On retrouve ici aussi les scientifiques. Nous savons aujourd'hui que les connaissances scientifiques évoluent vite et sont provisoires. Les chercheur-euses sont désormais prudent · es et parlent plus d'hypothèses explicatives que de certitudes. Cela crée dans le grand public un appel d'air à toutes sortes d'hypothèses alternatives : toutes les connaissances se valent. Ce relativisme aboutit paradoxalement moins au scepticisme qu'à des revendications d'idées contestant le savoir dominant. Enfin, les sondages montrent une très grande méfiance des citoyen·nes visà-vis des représentant·es politiques. En témoignent les taux très élevés d'abstentionnisme lors d'élections (dans les pays où le vote n'est pas obligatoire). Or les sondages d'opinion montrent précisément que l'adhésion au conspirationnisme est très forte chez les abstentionnistes. Il en va de même pour les médias, largement L'attitude
conspirationniste
consiste précisément
à contester les
« vérités officielles »,
à augmenter
le nombre
d'informations,
puis à proposer une
explication simple
et mono-causale
d'événements
complexes.

soupçonnés de partialité, de trucage et de manipulation de l'opinion⁵.

En conclusion, le sociologue Jean-Bruno Renard estime que le conspirationnisme se rapproche fortement de la superstition. Les théories du complot, comme la superstition, offrent des explications simples en désignant des causes uniques extérieures à nous et en nous exonérant de nos responsabilités.

Le chercheur en sciences sociales Laurent Cordonier pousse l'analyse plus loin⁶: «On sait également que les théories du complot sont particulièrement susceptibles de séduire des individus qui se sentent précarisés ou menacés socialement. Ces derniers peuvent en effet y trouver une grille interprétative du monde qui confère un sens à leur situation et désigne une cause univoque aux injustices sociales dont ils pensent - à tort ou à raison - être victimes ». Un intéressant travail ethnographique⁷ mené au sein de quartiers précaires de Bruxelles permet d'illustrer ce point. Cette recherche

 [«] Les causes de l'adhésion aux théories du complot », Jean-Bruno Renard, revue Diogène 2015/1-2 (n° 249-250), pages 107 à 119.

^{4.} Explications complètes sur Wikipedia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_de_Brandolini

^{5. «} Les causes de l'adhésion aux théories du complot », op cit.

^{6. «} Le succès des théories du complot. Flambée d'irrationalité ou symptôme d'une crise de confiance? », Laurent Cordonier, HAL Open science, 27 juillet 2021.

Étude territorialisée sur les pratiques culturelles des habitant.e.s et usager.e.s dans les quartiers de la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale, 2020.

Au final, il s'avère nécessaire d'ouvrir un large dialogue au sein de notre société, avec l'ensemble des citoyen·nes, y compris celles et ceux qui se sentent précarisé·es ou dominé·es par notre système politique, afin de comprendre les failles de notre démocratie.

de xénophobie et aux discriminations contemporaines. Cette appréhension du monde en termes de théorie du complot est également une manière de prendre prise sur les événements en les rendant acceptables de par leur cohérence, et, donc, de sortir d'une position de victime en devenant acteur-rice de sens.

Une démocratie plus participative

« Investir dans l'éducation, la participation citoyenne et la justice sociale»

Au final, il s'avère nécessaire d'ouvrir un large dialogue au sein de notre société, avec l'ensemble des citoyen·nes, y compris celles et ceux qui se sentent précarisé·es ou dominé·es par notre système politique, afin de comprendre les failles de notre démocratie. Nous devons défendre l'émergence d'un modèle démocratique qui rétablisse la confiance et la cohésion sociale. Au sein de nos écoles, il s'agit d'investir dans l'éveil à l'esprit critique et dans l'éducation aux médias. Nous pouvons aussi instaurer des Assemblées citoyennes capables de restaurer une confiance entre élu-es et citoyen-nes9.

Il ne suffit pas seulement de consulter les citoyen·nes, il faut également leur donner accès aux informations et renforcer leurs capacités d'analyse critique afin qu'ils et elles puissent confronter leurs points de vue et remettre en question les politiques menées.

Il faut oser le débat visant l'instauration d'un modèle de démocratie plus participatif et plus radical. Il n'est cependant pas question d'affaiblir le rôle de l'État. L'État doit continuer à jouer son rôle de protecteur et de régulateur. Il doit néanmoins ouvrir son action aux citoyen·nes, aux mouvements sociaux émergeants, aux associations et aux corps intermédiaires¹⁰.

Enfin, notre société se doit de réduire les inégalités sociales et d'atteindre une plus grande justice sociale.

Christophe Haveaux

UNE GRANDE DÉSILLUSION

Interrogée par la revue Politique, l'historienne belge Marie Peltier, spécialiste du complotisme, remet en perspective ce phénomène¹¹ : « Ce qui est sûr en tout cas, c'est que durant la deuxième moitié du XXe siècle, il y avait une assez grande confiance dans les institutions démocratiques, de manière générale, que ce soit le pouvoir politique, le pouvoir judiciaire, les médias, bref tout ce qui est vu comme les piliers de la démocratie - c'était sans doute en partie une illusion, mais elle a fonctionné. Il y avait surtout l'idée qu'on progressait vers un « mieux », que la démocratie nous faisait avancer. Je crois que ce qui s'est passé à partir de l'entrée dans les années 2000, c'est la désillusion par rapport à cette idée. C'est surtout l'écart entre les promesses de la démocratie et ce dont elle se rendait capable.»

^{8.} Discours de l'Ex-Président Iranien Mahmoud devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre

^{9.} Lire le Pour Parler de Paix d'avril 2024.

^{10.} Lire l'analyse de Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidaris et président de la Fondation Ceci n'est pas

^{11. «} Complotisme : dépolitiser le débat à tout prix », revue Politique, mai 2021.

L'information en temps de guerre

et la politique du bouc émissaire

Lorsqu'un conflit entre États, un acte terroriste, une pandémie ou tout autre événement mettant à mal l'équilibre sociétal survient, l'ensemble des garanties construites par un État peut s'effondrer aussitôt avec, comme premières victimes, les personnes les plus vulnérables et dont les droits et libertés sont les plus fragiles. Dans de telles situations, ce sont nos sociétés dans leur ensemble qui montrent leurs fragilités avec, au premier plan, la démocratie et l'état de droit, notre économie et notre société de l'information. C'est ce dernier point qui retiendra davantage notre attention tout au long de cet article, parce que tous les conflits internationaux nous le rappellent : l'information est (et c'est le cas de le dire) le nerf de la guerre.







L'INFORMATION EN TEMPS DE **GUERRE**

En commençant par Sun Tzu il y a 2500 ans jusqu'à la guerre en Ukraine et à Gaza, en passant par les différentes guerres mondiales, les génocides et la guerre froide; la gestion de l'information apparait comme un enjeu central dans les conflits. Dans l'histoire, des exemples de manipulation de l'information par l'une ou l'autre partie prenante à un conflit ne manquent pas. Si l'objectif de cet article n'est pas d'établir de manière exhaustive l'histoire des conflits internationaux et la manière dont l'information est utilisée par les belligérant·es, il est en tout cas intéressant de voir que le phénomène ne se limite pas à une région du monde en particulier, ni à une quelconque forme de pouvoir et que cela peut être le propre de l'état agresseur, comme de l'état agressé. Peu importe donc de savoir qui est l'agresseur et l'agressé : l'information est utilisée comme une arme de guerre à part entière.

S'il paraît certain que les médias sociaux jouent un rôle de plus en plus central dans la propagation de l'information et posent des questions très complexes de vérification et de justesse des informations, la presse écrite, la télévision et la radio restent les moyens privilégiés par les différents gouvernements en cas de diffusion d'informations durant un conflit. En effet, les deux objectifs principaux poursuivis par les États dans ce cas sont surtout de construire un récit commun auquel devront adhérer l'armée et les citoyen·nes et de protéger les intérêts du pays sur la scène internationale. Ainsi, la manipulation de l'information commence d'abord au sein même de l'État ou du groupe armé, afin de motiver les troupes, rallier les indécis·es, construire un narratif qui pourrait justifier la prise d'armes et, dans les cas les plus extrêmes, à pousser à commettre des violations du droit international. Or, l'information est aussi manipulée au-delà du groupe armé: il est ici question d'assurer que l'image de l'État concerné ne soit pas entachée par le conflit dans sa globalité ou par certains événements de celui-ci. L'État peut donc faire en sorte de nier certains faits établis par la communauté internationale ou de réduire autant que possible les images disponibles (parfois en s'attaquant aux journalistes, alors que tout devrait être mis en œuvre pour les protéger), mais aussi en partageant ce narratif permettant de défendre tout ce qui pourrait se passer durant le conflit. La frontière entre ces deux objectifs distincts est un peu floue et l'on tentera souvent de satisfaire les deux en même temps, mais l'objectif est clair: toute l'information utilisée doit servir à nourrir le récit qui a été construit. Une fois construit, le

récit peut donc pousser à commettre toutes les horreurs de la guerre et à les justifier.

LE MÉCANISME DU BOUC ÉMISSAIRE

Dans la poursuite de ces deux objectifs, les États peuvent avoir recours au mécanisme «du bouc émissaire». Il s'agit de déshumaniser l'adversaire en le rendant responsable de tous les problèmes, au travers de différents moyens: désinformation, propagande, suppression de la presse indépendante, ou encore théories du complot. Récemment, nous avons pu notamment entendre le gouvernement russe qualifier les dirigeant-es ukrainien-nes de «nazis», ou encore le gouvernement israélien qualifier les palestinien·nes d'« animaux humains ». Par ailleurs, le mécanisme du bouc émissaire peut aussi advenir lorsqu'un problème reste sans solution facile ou que la solution ne plaît pas. Il s'agit alors de manipuler l'information pour désigner un ∙e autre responsable afin de trouver une explication rassurante à un problème que l'on ne contrôle pas. Nous pouvons à

Dans l'histoire, des exemples de manipulation de l'information par l'une ou l'autre partie prenante à un conflit ne manquent pas.

titre d'exemple citer l'affaire Dreyfus, accusé à tort de comploter contre la France; le peuple juif, érigé en cible humaine plusieurs fois dans l'histoire, dont lors de la Shoah; etc.

En réalité, un bouc émissaire n'est pas une personne ou un peuple pris au hasard. L'objectif est de choisir un groupe qui faisait déjà l'objet de critiques et préjugés, donc déjà fragilisé, de telle sorte qu'il soit plus facile de faire accepter que ce peuple soit responsable d'un nouveau malheur¹. On voit en quoi le mécanisme du bouc émissaire répond au double objectif de la manipulation de l'information : une fois le bouc émissaire identifié, le récit qui en découle permet à la fois de justifier les événements sur la scène internationale, tout en créant un objectif commun qui permettra de rallier les foules et motiver les troupes. Ainsi, puisque le problème est créé par «eux», le «nous» n'a qu'à être solidaire pour écarter le problème.

L'exemple de l'offensive russe en Ukraine est particulièrement révélateur de la manière dont l'information peut être manipulée lors d'un conflit armé : en prétendant qu'ils attaquaient pour empêcher un prétendu génocide en cours en Ukraine et en comparant l'Ukraine et ses alliés à des nazis, Poutine a tenté de se faire passer pour un libérateur en humiliant et déshumanisant sa cible. Le fait que le narratif ne résiste pas aux faits (et aux décisions judiciaires, notamment de la Cour internationale de justice) et qu'il ne soit que très peu convaincant pour toute une série de personnes sur la scène internationale n'enlève malheureusement rien au fait que le récit construit par la Russie a réussi à en convaincre certain·es que «tout n'est pas non plus parfait en Ukraine »². Peu importe ce qu'il adviendra du conflit, sur le plan judiciaire et/ou militaire. la manière dont l'information est modifiée à l'extérieur de la Russie et bloquée à l'intérieur du pays a en tout cas permis d'influencer l'opinion publique sur ces événements.

Le mécanisme du bouc-émissaire est d'autant plus effrayant lorsque l'objectif est d'éliminer le peuple ainsi érigé en cible. Nous pouvons à ce titre citer le cas du Rwanda, où la manipulation de l'information et des moyens de communication ont joué un rôle dans le génocide de 1994. Alors que la guerre

civile frappait au Rwanda, les accords conclus poussent le gouvernement Hutu à interdire de continuer à propager des messages de haine et de propagande sur «Radio Rwanda», radio officielle du gouvernement. Cela a poussé à la création de la «Radio Télévision des Milles Collines», une radio privée qui va devenir très populaire, mais très rapidement contrôlée par les autorités Hutu afin de partager des messages anti-Tutsis et aller jusqu'à pousser au

crime, en identifiant notamment certaines cibles et les endroits où les Tutsis pouvaient être trouvé-es³. Il s'agit d'une propagande très puissante, institutionnalisée et structurée dont le schéma ne se reproduit que trop souvent : la Shoah constitue l'exemple le plus révélateur, mais d'autres événements ont également vu se reproduire cette même mécanique : en ex-Yougoslavie, au Kosovo, en Chine, etc.

Dorian Smets et Sarah Verriest

CONCLUSION

En période de conflit, où les fausses informations se propagent encore plus rapidement qu'en temps de paix, chaque État trouve son intérêt à gérer les informations disponibles, quelle que soit sa position dans le conflit. Il est cependant important de se rendre compte que les intentions ne sont pas toujours identiques d'un pays à un autre et que, bien que les systèmes d'informations soient propres à chaque gouvernement, autoritaire ou démocratique, la manière dont l'information est utilisée en temps de guerre n'est souvent qu'un trop bon indice de la manière dont les médias sont traités en temps de paix.

Si certain-es pourraient penser qu'il ne s'agit ici que des «règles du jeu» et que le problème est inévitable, il est important de rappeler à quel point l'enjeu est fondamental, tant les conséquences sont diverses et les solutions compliquées. Cela mène à une méfiance envers les autorités politiques, médiatiques et scientifiques mais surtout à une remise en question de nos droits les plus fondamentaux : la liberté d'information et la liberté d'expression.

Il reste évident que les situations de crises (économiques, sécuritaires, sociales, etc.) remettront toujours en question des équilibres déterminants de nos sociétés (parfois pour en acquérir de nouveaux), mais il existe des mesures importantes qui doivent être prises par les États, telles que des mesures assurant une presse libre et indépendante, la transparence, l'accès à l'information, la protection des journalistes de guerre et de la pluralité et de la diversité des médias. Des responsabilités reposent également sur les acteurs privés, et notamment les plateformes à l'instar de Facebook, accusé d'avoir créé un environnement propice à la commission de violences en 2017 au Myanmar.

En guise de conclusion, l'examen de la manipulation de l'information en temps de conflit et du recours au mécanisme du bouc émissaire met en lumière la fragilité de nos sociétés face à la désinformation et à la propagande. Cependant, au-delà de simplement reconnaître ces défis, il est crucial d'adopter des mesures concrètes pour y faire face. Cela nécessite une collaboration étroite entre les gouvernements, les médias, les plateformes en ligne et la société civile pour promouvoir la transparence, la vérification des faits et la protection des libertés fondamentales. En investissant dans l'éducation aux médias et en renforçant les mécanismes de régulation, nous pouvons espérer ériger un rempart contre la manipulation de l'information et construire des sociétés plus résilientes et démocratiques.

3. https://www.concordia.ca/research/migs/resources/rwanda-radio-transcripts.html

^{1.} Perrineau, P. (2022). La logique du bouc émissaire en politique : usages et mésusages de la notion d'antifascisme. Cités, 91, 113-120.

^{2.} Herrmann, I. (2024). Le glissement sémantique de «fascisme» à « nazisme », anecdote ou synecdoque? Analyse conceptuelle et historique de la propagande poutinienne. Relations internationales, 197, 29-44



1. Comment peut-on définir le complotisme? Qu'est-ce que la théorie du complot selon vous?

Il existe plein de définitions des théories du complot et du complotisme, je vais vous donner celles que j'utilise1.

2. Quelles sont les précautions qui peuvent être prises pour lutter contre la croyance au complotisme?

Le complotisme se nourrit de sa stigmatisation, tout particulièrement lorsque ce sont des institutions et des entreprises puissantes qui s'y attaquent. C'est l'idée que les complotistes dérangent les puissant·es, et que de ce fait, on peut s'attendre à ce qu'on veuille les faire taire. Il faut donc tout faire pour que notre discours ne puisse pas épouser cette rhétorique du « lanceur/lanceuse d'alerte qu'on cherche à faire taire ». Ça peut par exemple se faire avec un discours critique vis-à-vis des autorités, ou en reconnaissant des préoccupations communes avec les personnes qui adhèrent à des croyances complotistes par exemple, le souci des inégalités, ou la dénonciation du pouvoir démesuré de certaines entreprises multinationales.

3. Quels sont, selon vous, les effets néfastes du complotisme dans la société?

Certaines personnes défendent le complotisme en arguant que c'est un « premier pas » dans la remise en question de l'ordre du monde, des inégalités, etc. Le problème, c'est qu'avoir une vision très noire et pessimiste du fonctionnement de la société peut court-circuiter les tentatives de changer les choses de

Rencontre avec Kenzo Nera

Kenzo Nera est Docteur en psychologie sociale et chercheur postdoctoral à l'Université libre de Bruxelles, et est l'auteur de Complotisme et quête identitaire.

façon constructive. Le complotisme est associé à un désengagement de la politique, et à la normalisation de certains comportements de triche. En effet, si tout le monde conspire pour son propre intérêt, pourquoi pas moi?

Dans les discours complotistes, plutôt que de s'intéresser à certaines causes structurelles à l'origine des dysfonctionnements des institutions, on va chercher un groupe d'individus malfaisants à l'origine de ce dysfonctionnement. Par exemple, l'inefficacité de l'institution judiciaire peut s'interpréter de façon complotiste (l'institution judiciaire est contrôlée par des groupes qui ont un passe-droit pour enfreindre la loi), mais aussi s'expliquer par des causes davantage structurelles (par exemple, le sous-financement).

Les théories du complot peuvent par ailleurs servir de justifications aux préjugés visant certaines minorités. L'histoire a montré que de nombreux massacres (la Shoah, le génocide des Tutsis, ou les tueries de masse commises par Brenton Tarrant ou Anders Breivik) sont justifiés par des narrations complotistes : un groupe conspire pour nous détruire; il contrôle les médias; nous devons l'éliminer avant qu'il parvienne à ses fins. Dans un registre moins extrême, mais très préoccupant, les théories du complot visant les personnes immigrées sont brandies par les gens qui veulent justifier des politiques migratoires très dures. On voit au passage que les théories du complot sont loin de se limiter à une saine remise en cause de l'ordre établi et des puissant es : historiquement, la rhétorique complotiste a été un instrument de justification d'oppressions diverses.

4. Quels sont, selon vous, les rôles des réseaux sociaux concernant le complotisme? La marchandisation de l'information et de la propagande?

Il y a deux façons de comprendre la question. La première : est-ce que les réseaux sociaux sont mobilisés dans la diffusion des croyances complotistes? La réponse est oui, car tout simplement, une large partie de nos interactions sociales se produisent sur les réseaux sociaux. C'est sur les réseaux sociaux qu'on s'informe et qu'on partage de l'information. Par ailleurs, les entreprises de désinformation et de propagande s'effectuent quasi exclusivement en ligne, car c'est par ce canal par lequel on peut atteindre la population actuellement. De fait, les réseaux sociaux jouent un rôle dans la désinformation et le complotisme.

La deuxième façon de comprendre la question, c'est: est-ce que le fonctionnement des réseaux sociaux aggrave le problème? Ici il faut être nuancé. On a beaucoup parlé des « chambres d'écho » : des espaces virtuels où les gens se retrouvent à ne fréquenter que des gens qui ont les mêmes croyances qu'eux. Néanmoins, certains travaux suggèrent que cette tendance à fréquenter des gens qui ont les mêmes idées que nous est tout aussi présente en dehors des réseaux sociaux. En fait, en l'état, on ne sait pas dans quelle mesure ce qu'on observe en ligne (polarisation des débats, désinformation, rumeurs etc.), sont des comportements «normaux» que les gens ont dans leur vie quotidienne (qui, bien avant internet, colportaient des rumeurs, se polarisaient, etc.) transposés au contexte en ligne, ou si le contexte en ligne aggrave le problème (par exemple, avec l'anonymat).

BRÈVES

LA FRESQUE DU LOW TECH:

Dans notre démarche visant à proposer des **éléments d'action face aux enjeux d'extractivisme minier,** une première fresque des low tech s'est déroulée le 19 avril après-midi au sein de la Commission Justice & Paix dans une ambiance conviviale, participative et collaborative. Nous étions 10 participant-es motivé-es de découvrir cet outil, venu-es d'horizons différents, mais complémentaires, créant une bonne dynamique de groupe.



JOURNÉE SUR LES CONFLITS INTERNATIONAUX À LOUVAIN-LA-NEUVE :

Lors de cette journée, qui clôturait notre projet sur les discours simplistes et complotistes, les participant-es ont été invité-es à observer les **fondements** de la géopolitique et les dynamiques des conflits internationaux. leur permettant ainsi de mieux «voir» et comprendre les enjeux complexes qui façonnent notre monde. Ensuite, à travers une discussion et un débat lors de la deuxième activité, ces dernièrs-ères ont été encouragé-es à «juger» de manière critique les discours simplistes et complotistes véhiculés dans les médias et l'espace public, tout en acquérant des outils pour analyser ces discours de manière éclairée.

Renforcé-es par une compréhension plus approfondie des enjeux, les participant-es ont enfin été inspiré-es à « agir ». En mettant l'accent sur la culture de la paix et l'engagement citoyen, ils et elles ont été encouragé-es à envisager des actions concrètes qu'ils et elles peuvent entreprendre, même

depuis la Belgique, pour contribuer à la résolution des conflits internationaux et promouvoir la solidarité internationale.





Appel à participation au projet « MON ÉCOLE S'INVESTIT! »

Vous êtes enseignant-e du 2e / 3e degré du secondaire et vous avez envie de travailler sur les thématiques des conflits, des migrations et des droits humains dans votre école? Vous souhaitez collaborer avec vos collègues autour d'un projet commun durant l'année scolaire 2024-2025? Vous avez la conviction que vos élèves peuvent à leur tour sensibiliser leur entourage à ces thématiques?

Justice et Paix, Caritas International ainsi que la Croix-Rouge vous proposent le projet « Mon école s'investit!»

Soumettez-nous votre idée de projet d'école et profitez, dès septembre, d'un accompagnement enseignant-es, de formations et d'ateliers dans les classes et d'un budget de 1000 euros.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à vous rendre sur notre site internet.

Les conflits dans le monde et les migrations Mon école s'investit!



ABONNEMENT DE SOUTIEN AU "POUR PARLER DE PAIX" JUSTICE & PAIX À PARTIR DE 15 € À VERSER SUR LE COMPTE

BE30 0682 3529 1311 Communication: DON PPPX

DONS

Soutien financier: déductible fiscalement à partir de 40€ par an.

À verser au compte BE30 0682 3529 1311 avec la mention "DON".

Pour tout renseignement à propos d'un don ou d'un legs, merci de bien vouloir prendre contact: Tél. +32 (0)2 896 95 00 - samia.mhaoud@justicepaix.be

CONTACTS

Alda Greoli, présidente

Quentin Hayois, secrétaire général

Samia Mhaoud, Patrick Balemba, Martin Dieu, Alejandra Mejia, Emmanuel Tshimanga, Mikael Franssens, Laure Didier, Anisoara Tulvan, Astrid N'Singa, Sarah Verriest et Louise Lesoil permanent-es

Volontaires ayant collaboré à ce numéro :

Pascale Wautié, Matteo Perron, Christophe Haveaux, Dorian Smets, Marina Muvughe

Design: www.acg-bxl.be

Dessin: http://lucilevanlaecken.com/

N'hésitez pas à nous contacter!

Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl Chaussée Saint-Pierre, 208 B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00 E-mail: info@justicepaix.be facebook.com/justicepaix X: @Justice et Paix



www.justicepaix.be





